



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux d'aménagements routiers et de restauration
de l'étanchéité de la crête du barrage-réservoir de la
Mouche**

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 25 juillet 2025 à 15:00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CO 80062
54036 NANCY Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|--|
|  | Objet | Travaux d'aménagements routiers et de restauration de l'étanchéité de la crête du barrage-réservoir de la Mouche |
|  | Mode de passation | Procédure adaptée ouverte |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Délai de validité des offres | 270 jours |
|  | Forme de groupement | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Avec |
|  | PSE | Sans |
|  | Clause sociale | Avec |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | 19 mois |
|  | Négociation | Possible |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 - Objet..... | 4 |
| 1.2 - Mode de passation | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat | 4 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.5 - Nomenclature..... | 4 |
| 2 - Conditions de la consultation | 4 |
| 2.1 - Délai de validité des offres..... | 4 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 4 |
| 2.3 - Dispositions relatives à la sous-traitance..... | 5 |
| 2.4 - Variantes | 5 |
| 2.5 - Développement durable | 6 |
| 2.6 - Clause sociale d'insertion obligatoire | 6 |
| 3 - Les intervenants..... | 6 |
| 3.1 - Représentant du maître d'ouvrage | 6 |
| 3.2 - Conduite d'opération..... | 6 |
| 3.3 - Maîtrise d'œuvre | 7 |
| 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs..... | 7 |
| 3.5 - Contrôle extérieur | 7 |
| 3.6 - Exploitant du barrage-réservoir de la MOUCHE | 7 |
| 3.7 - Conseil Départemental de la Haute-Marne (CD52)..... | 8 |
| 3.8 - Associations foncières de Saint-Ciergues et de Courcelles-en-Montagne | 8 |
| 3.9 - Commune de Saint-Ciergues..... | 8 |
| 3.10 - Ville de Langres | 9 |
| 4 - Conditions relatives au contrat | 9 |
| 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution | 9 |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement..... | 9 |
| 5 - Contenu du dossier de consultation des Entreprises (DCE) | 9 |
| 5.1 - Composition du DCE | 9 |
| 5.2 - Obtention du DCE | 9 |
| 5.3 - Modification du DCE | 9 |
| 5.4 - Renseignements d'ordre administratif et technique | 10 |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres | 10 |
| 6.1 - Documents à produire..... | 10 |
| 6.2 - Présentation des variantes | 12 |
| 6.3 - Visites sur site | 12 |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 12 |
| 7.1 - Transmission électronique | 13 |
| 7.2 - Transmission sous support papier | 14 |
| 8 - Examen des candidatures et des offres | 14 |
| 8.1 - Sélection des candidatures | 14 |
| 8.2 - Attribution des marchés..... | 14 |
| 8.3 - Suite à donner à la consultation..... | 16 |
| 9 - Renseignements complémentaires..... | 17 |
| 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact | 17 |
| 9.2 - Procédures de recours | 17 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux d'aménagements routiers et de restauration de l'étanchéité de la crête du barrage-réservoir de la Mouche tels que décrits au Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution :
Barrage de la Mouche
52200 Saint-Ciergues

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|----------------------------------|
| 45220000-5 | Ouvrages d'art et de génie civil |

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 270 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupement mentionnées supra, l'un des opérateurs économiques, désigné dans la candidature et l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Dispositions relatives à la sous-traitance

L'article R.2193-1 de la commande publique dispose que le titulaire d'un marché public (de services ou de travaux ainsi que de fournitures nécessitant des travaux de pose ou installation ou comprenant des prestations de service) peut, dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants à l'acheteur, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

- Un formulaire DC4 (disponible gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) dûment complété mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées.

2.4 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant une ou des variantes portant :

1. Sur le type de géomembrane (possibilité d'utiliser une géomembrane synthétique) utilisé pour l'étanchéité au-dessus de la maçonnerie, à condition que la géomembrane proposée dispose de références attestant d'une durée de vie équivalente.
2. Sur le type de couche de forme pour la dalle avec la mise en œuvre d'une solution alternative, telle qu'un remblai technique accompagné d'un béton de propreté, en remplacement de la grave ciment spécifiée dans le CCTP.
 - Le remblai technique devra respecter les exigences minimales suivantes :
 - Conformité avec les critères de tassement et de tolérance définis au § 6.1 du CCTP ;
 - Moyens de compactage nécessaires à la mise en place de ce remblai soient légers et permettent de limiter l'énergie de compactage pour ne pas endommager la maçonnerie du barrage et sa nouvelle étanchéité ;
 - Granulométrie fine pour réduire le risque de détérioration de la membrane d'étanchéité mise en contact avec la maçonnerie.
 - Le béton de propreté appliqué au-dessus du remblai technique devra répondre aux exigences suivantes :
 - Assurer une surface plane et uniforme pour le positionnement des armatures de la dalle du pont-route ;
 - Garantir la propreté et les épaisseurs d'enrobage nécessaires pour les armatures de la dalle du pont-route.
3. Sur la conception des méthodes de bétonnage de la dalle qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

- Maintien du schéma statique de la dalle, c'est-à-dire pas de report de charge de la dalle vers la maçonnerie du barrage ;
 - Maintien de la largeur (trottoir, chaussée) de la dalle et de ses équipements ;
 - Maintien du profil en long, de l'appui sur le remblai central (en dehors des tympans) et l'équilibre statique sous efforts
 - Conservation de l'esthétique en rive aval (modillons, rive aval de dalle, garde-corps) ;
 - Conservation du type d'étanchéité et couche de roulement ;
 - Justification des joints de chaussées et de l'assainissement.
4. Sur l'obtention d'une teinte du béton proche de celle de la maçonnerie existante du parement aval du barrage, réalisée en pierre de Langres pour les abouts aval de la dalle du pont-route, vus depuis l'aval incluant le parement aval de l'acrotère, les retombées verticales et obliques de la dalle, ainsi que la sous-face de la dalle entre les modillons. Cette ou ces variantes doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :
- Classe de résistance et d'exposition du béton
5. Sur la réduction du bilan carbone de l'opération par l'utilisation de bétons à faible empreinte. Cette variante ne change pas le respect de l'ensemble des exigences du CCTP notamment la proscription du ciment CEM I, mais permet au candidat de proposer une variante au-delà de l'exigence GR100W2 selon le FDP18-483-2 pour la dalle générale.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.5 - Développement durable

Cf. § 1.3.4.6 du CCTP.

2.6 - Clause sociale d'insertion obligatoire

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE s'engage dans une politique volontariste d'insertion des personnes à la recherche d'un emploi et considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi.

En conséquence, l'Acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et réserver dans l'exécution du marché, un minimum d'heures d'insertion, sur la durée du chantier, conformément à ce qui est demandé à l'article 10 de l'acte d'engagement.

3 - Les intervenants

3.1 - Représentant du maître d'ouvrage

Le représentant du maître d'ouvrage est M. le Directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA).

Contact :

Hervé MARNEFFE - 06 88 09 15 87 - herve.marneffe@vnf.fr

3.2 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par :

Voies navigables de France

Direction d'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage

Unité Opérationnelle de Nancy

Bureau d'Etudes et Travaux Neufs Grands Ouvrages Hydrauliques (ETN GOH)

2, rue du Maréchal Victor duc de Bellune (adresse physique)
54000 Nancy

Contacts :

Thierry BADIER - 06 27 28 33 80 - thierry.badier@vnf.fr

Ou

Stéphane THOUVENIN - 06 62 06 06 36 - stephane.thouvenin@vnf.fr

3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre des travaux objet du présent marché est assurée par :

TRACTEBEL ENGINEERING

Agence de Lyon

Tour Part-Dieu

129, rue Servient

69326 LYON cedex 3

Contact :

Vincent MOUY - 06 74 24 84 31 - vincent.mouy@tractebel.engie.com

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

DEKRA

37 A rue des Bas Trévois

10 000 TROYES

Contact :

Olivier BEGARD - 06 10 64 22 90 - olivier.begard@dekra.com

3.5 - Contrôle extérieur

Le conducteur d'opération ou le maître d'œuvre feront appel à un ou des organismes ou laboratoires compétents pour le contrôle de la conformité des ouvrages au CCTP du marché objet de la présente consultation. Les candidats doivent intégrer dans leurs offres toutes les dispositions pour faciliter l'accès au chantier et le prélèvement d'échantillons. Ces dispositions sont réputées comprises dans son offre initiale. Les organismes et laboratoires chargés des différents contrôles extérieurs seront désignés ultérieurement au lancement de la présente consultation.

3.6 - Exploitant du barrage-réservoir de la MOUCHE

L'exploitation du barrage-réservoir de la MOUCHE est assurée par :

Voies Navigables de France

Direction Territoriale du Nord-Est

UTI Canal entre Champagne et Bourgogne

Agence de Longeau

Rue Alexandre Rouard

52250 LONGEAU-PERCEY

Contact :

David RIOTOT - 06 27 28 33 85 - david.riotot@vnf.fr

Les candidats doivent intégrer dans leurs offres le fait que le titulaire devra prendre l'attache de l'exploitant mentionné ci-avant pour toutes problématiques relatives à l'impact des travaux sur l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage. Cela concerne notamment :

- les tournées hebdomadaires de surveillance du barrage ;
- les tournées hebdomadaires de relevé des appareils d'auscultation ;
- La gestion hydraulique avec accès au droit des tours de prises d'eau en toutes circonstances.

Avant d'intervenir sur le site du barrage de la MOUCHE, le titulaire devra effectuer auprès de l'exploitant mentionné ci-avant une demande d'autorisation de circulation sur le Domaine Public Fluvial concerné. Il

fournira pour cela à l'exploitant la liste des véhicules (marque, modèle et immatriculation) et du personnel devant intervenir sur le DPF dans le cadre du présent marché.

3.7 - Conseil Départemental de la Haute-Marne (CD52)

Le barrage de la Mouche supporte la Route Départementale 286 (RD286) dont le gestionnaire est le CD52. Ce tronçon en crête du barrage devra faire l'objet d'une coupure totale de la circulation pendant une durée maximum de 11 mois pour pouvoir réaliser les travaux objet de la présente consultation. Pour pallier cette coupure, des itinéraires de déviation ont été prédéfinis au paragraphe 1.3.5 du CCTP.

De plus, l'accès au site des travaux s'effectuera par l'intermédiaire de certains tronçons du réseau routier départemental et notamment la RD286 qui passe sur la crête du barrage de la Mouche.

Enfin, le carrefour en rive droite du barrage devra être aménagé pour déconnecter et sécuriser la circulation de chantier du trafic usuel sur la VC1 et RD286 en direction de Perrancey-vieux-Moulins. Cela comprendra la mise en place d'une circulation par alternat.

Le titulaire devra se rapprocher du CD52 afin notamment :

- D'acter la coupure de la RD286 en crête du barrage de la Mouche ;
- D'acter les itinéraires de déviation prédéfinis ainsi que la signalisation temporaire à mettre en place ;
- D'acter le plan de circulation avec notamment pour l'acheminement des matériels et matériaux de chantier sur site l'utilisation des Voies Communales VC11 et VC1 de la Commune de Saint-Ciergues. Il s'agira également de mettre en place des mesures qui permettent d'éviter la dégradation des accotements par le croisement d'engins lourds (utilisation des aires de croisement existantes) ;
- de définir les aménagements à réaliser en rive droite et les modalités de mise en place de la circulation par alternat.

L'ensemble des éléments ci-dessus devront faire l'objet d'un arrêté de circulation du Conseil Départemental Haute-Marne pris conjointement avec les communes concernées.

Le titulaire devra effectuer sa demande au minimum 2 mois avant la coupure de la circulation en crête du barrage. En cas de retard, le titulaire se verra appliquer la pénalité prévue à cet effet à l'article 11.3 du présent CCAP.

Le service à solliciter pour l'obtention de l'arrêté de réglementation de la circulation est :

Conseil Départemental de la Haute-Marne
Direction des infrastructures du territoire
Pôle technique de Langres
Route de Noidant
52200 Langres
Tel : 03 25 90 52 90

3.8 - Associations foncières de Saint-Ciergues et de Courcelles-en-Montagne

Pour le trafic agricole qui passe habituellement par la crête du barrage de la Mouche, il sera mis en place un itinéraire de déviation par l'intermédiaire du Chemin des Commelles qui appartient aux associations foncières de Saint-Ciergues et Courcelles-en-Montagne. Ce chemin devra faire l'objet de travaux de renforcement pour pouvoir accueillir le trafic agricole supplémentaire le temps de la coupure de la RD286 en crête du barrage de la Mouche. Le principe de ces travaux est défini au paragraphe 3.2.9 du CCTP.

Ces travaux de renforcement devront être réalisés avant toute coupure de la RD286 en crête du barrage de la Mouche.

3.9 - Commune de Saint-Ciergues

La partie terminale de l'acheminement des matériels et matériaux de chantier sur le site du barrage de la Mouche sera constituée des Voies Communales VC1 et VC11 de la Commune de Saint-Ciergues. Les conditions de circulation et la signalisation à mettre en œuvre seront à valider par la Commune de Saint-Ciergues et figureront dans l'arrêté de circulation du CD52 mentionné ci-avant.

Les épreuves de chargement du pont en maçonnerie situé sur la Voie Communale 1 de Saint-Ciergues seront à organiser en collaboration étroite avec la mairie de Saint-Ciergues. Si nécessaire le titulaire devra fournir les éléments pour la prise d'un arrêté municipal.

A la fin des travaux, une remise en état des V1 et VC11 sera à réaliser par le titulaire. Cette remise en état est décrite au paragraphe 3.13.4 du CCTP.

3.10 - Ville de Langres

Les pierres massives en bon état démontées dans le cadre de la présente opération seront à remettre à la Ville de Langres qui les réutilisera pour ses travaux de restauration de son patrimoine et notamment de ses anciennes fortifications. Pour cela ces pierres seront à transporter à l'adresse suivante :

Centre Technique Municipal de Langres
25 Rue du 3ème Corps US
52200 Langres

L'organisation des livraisons à l'adresse ci-dessus devront être organisées avec le contact suivant :

Jean-Charles HUOT - 06 37 46 53 28 - jeancharles.huot@langres.fr

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat et les délais d'exécution des prestations sont fixés au CCAP et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation des Entreprises (DCE)

5.1 - Composition du DCE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

5.2 - Obtention du DCE

En application de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, les candidats peuvent télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE), à l'adresse internet du profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le règlement de la consultation est en accès libre sur ce site.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux autres documents de la consultation n'est pas obligatoire. Toutefois, seule l'identification permet aux candidats d'être tenus informés automatiquement via la plate-forme des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

5.3 - Modification du DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'adapter les dispositions du DCE, dans des conditions compatibles avec la remise des offres. Elle peut ainsi apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.4 - Renseignements d'ordre administratif et technique

Les candidats peuvent obtenir les renseignements administratifs et techniques complémentaires jugés nécessaires pour l'établissement de leur proposition en transmettant, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, leurs questions en cliquant sur le lien « Poser une question » disponible dans le bloc « Question » de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses apportées à ces demandes de renseignements complémentaires seront transmises, une fois rendues anonymes, sous la même forme et simultanément, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, à chacune des entreprises ayant retiré le dossier de consultation en s'identifiant et en précisant ses coordonnées via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Elles seront alors considérées comme faisant partie intégrante du DCE.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Non |
| En application de l'article R2143-9 du Code de la Commande Publique, le candidat devra préciser s'il est en redressement judiciaire et produire une copie du jugement prononcé, le cas échéant | Non |
| Le Formulaire DC1 | Non |
| Le Formulaire DC2 | Non |
| Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché | Non |
| Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion, document datant de moins de 3 mois | Non |
| Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) accompagné de l'ensemble des éléments de candidature demandés afin d'apprécier la candidature dans sa globalité, le cas échéant | Non |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| Liste des travaux concernant des ouvrages d'art, et notamment dalle de pont mixte ou dalle d'élargissement de pont en maçonnerie exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Non |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Non |
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| La carte professionnelle délivrée par la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) avec à minima les identités professionnelles (IP) suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - IP 1121 Ouvrages de technicité moyenne à haute - IP 712 Etanchéité d'ouvrages et cuvelage | Non |

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et son annexe | Non |
| Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | Non |
| Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes | Non |
| Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) | Non |
| Les sous-détail des prix n° 105, 310, 311, 404, 407, 408, 501, 502, 601, 613, 614, 701, 702, 705, 707, 901, 1011, 1107, 1108 et 1203 | Non |
| Le détail quantitatif estimatif (DQE) | Non |
| Le RIB du Candidat | Non |
| Le mémoire technique, justificatif et explicatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (voir article 8.2 du présent RC) | Non |
| L'attestation de visite sur site | Non |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les sous-traitants peuvent être présentés au Pouvoir Adjudicateur pour acceptation lors de la soumission de l'offre ou en cours d'exécution de ces marchés.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, le pli contiendra autant de sous-dossiers que de sous-traitants déclarés, comprenant les documents précités, ainsi que la déclaration de sous-traitance modèle DC4 (disponible gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ou au minimum une lettre d'intention par le représentant du sous-traitant de mettre à disposition ses moyens qui sera confirmée par un DC4 au moment de l'attribution.

Il s'engage par ailleurs à fournir l'ensemble des justificatifs requis dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé.

6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est **obligatoire**. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite et ne produit pas l'attestation de visite lors du dépôt, sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Pour organiser ces visites, veuillez adresser un message à la plateforme PLACE à l'adresse URL suivante : <https://marches-publics.gouv.fr> sous la référence de consultation : 41-2025-13.

Le dépôt d'une offre par un candidat implique en effet de sa part une bonne connaissance des sites où les prestations seront réalisées. Cette connaissance des lieux lui permettra notamment :

- d'évaluer le temps nécessaire à la réalisation des prestations ;
- d'appréhender les difficultés d'accès et d'emprise, d'installation du chantier, d'amenée des matériels ;
- d'apprécier les contraintes et enjeux des sites : réalisation à proximité de bâtiments et d'infrastructures sensibles, de la présence de réseaux et d'ouvrages, ...

En outre, aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des lieux ne pourra être opposée à l'établissement lors de l'exécution du marché. Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant le démarrage des prestations sont réputés connus de l'entreprise et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

Lors de cette visite, il ne sera répondu à aucune question technique ou administrative concernant les caractéristiques techniques des installations en place ou tout autre renseignement relatif à la présente consultation ; les candidats désirant obtenir de tels renseignements formuleront leurs questions par écrit via la plateforme PLACE au moins 10 jours avant la date limite de remise des offres. Les réponses aux questions seront transmises via la Plateforme PLACE au moins 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Une attestation de visite signée par l'entrepreneur elle-même et le représentant de VNF sera établie à l'issue de cette visite.

Afin d'effectuer cette visite, le candidat devra au préalable prendre rendez-vous au moins 10 jours avant la date de remise des offres, sinon la demande de visite sera refusée.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

Par application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'information sont effectués par des moyens de communication électronique.

Par conséquent, le candidat a l'obligation de transmettre sa candidature et son offre par voie dématérialisée (à l'exception de la présentation de maquettes, modèles réduits, prototypes ou échantillons éventuellement exigés dans les documents de la consultation).

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

VNF - Direction Territoriale Nord-Est
Unité Marchés et Achat
Bâtiment Sky Line
169 rue de Newcastle
CS 80062
54036 NANCY CEDEX

Horaires d'accueil du public et livraison : 9h00 - 11h30 / 14h00 - 16h00 (vendredi 15h30)

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement remis dans leur offre, cependant la signature de l'acte d'engagement au stade de l'offre est facultative. Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée de l'acte d'engagement ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière.

Le cas échéant, il sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer l'acte d'engagement avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale si l'attributaire peut prouver son incapacité à signer électroniquement et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|--|-------------|
| 1-Prix de la prestation | 60.0 |
| 2-Valeur technique | 30.0 |
| 2.1-Compréhension et analyse du projet / Pertinence de la perception par le candidat des attentes et des besoins du maître d'ouvrage ainsi que la qualité de l'analyse critique des enjeux | 20.0 |
| 2.2-Méthodologie proposée pour la réalisation de la prestation et SOPAQ | 60.0 |
| 2.3-Planning prévisionnel de la réalisation de l'opération | 20.0 |
| 3-Valeur environnementale (respect de l'environnement, gestion des déchets, optimisation bilan GES/CO2) | 10.0 |

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 10.

Les critères sont notés sur 10.

Les sous critères sont notés sur 10.

Le critère valeur technique sera évalué et noté de 0 à 10 sur la base mémoire technique, justificatif et explicatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, à partir des sous critères suivants analysés au vu du contenu du mémoire justificatif et explicatif :

Sous-critère « Compréhension et analyse du projet » : pondération 20 %

Pertinence de la perception par le candidat des attentes et des besoins du maître d'ouvrage ainsi que la qualité de l'analyse critique des enjeux

Sous-critère « Méthodologie proposée pour la réalisation de la prestation » : pondération 60 %

Présentation de la méthodologie, des modes opératoires, des moyens matériels et produits que le candidat mettra en œuvre pour réaliser et assurer une qualité maximale des prestations objet de la présente consultation. Plus un candidat fournira dans son mémoire des procédures d'exécution abouties, meilleure sera la note attribuée à ce sous-critère.

Pour chaque procédure d'exécution, le candidat présentera les essais et les contrôles compris dans son offre permettant de vérifier la qualité et la conformité des travaux à réaliser.

Il est notamment attendu à minima que le candidat décrive :

- la démolition de l'existant et la préservation de l'interface de reprise
- la procédure de mise en œuvre du complexe d'étanchéité au contact de la maçonnerie du barrage avec notamment les procédés envisagés pour :
 - minimiser au maximum les plis de la géomembrane contenu de la complexité géométrique du support
 - l'assemblage de la membrane d'étanchéité
 - le contrôle des soudures visant à s'assurer d'une parfaite étanchéité du complexe mis en place
 - la fixation du complexe au droit des remontées verticales amont-aval
 - la continuité de l'étanchéité au droit des tubes des piézomètres
- la méthodologie de réalisation des nouveaux piézomètres avec notamment l'objectif de minimiser au maximum le délai d'indisponibilité de l'auscultation piézométrique du corps du barrage
- les procédures de compactage des remblais permettant d'éviter d'endommager la maçonnerie du barrage et d'atteindre la qualité exigée au cahier des charges
- les dispositions envisagées pour s'assurer de l'uniformité du contact entre la sous face de dalle et la couche de forme. Uniformité qui est essentielle pour s'assurer que les charges sur la dalle se répartissent conformément aux calculs de conception et d'un glissement adéquat de la dalle par rapport à son support
- les méthodes de réalisation envisagées pour l'exécution de la dalle du pont-route (préfabrication des armatures, longueur de plot, coffrage en console, coulage du béton, point fixe, aspect architectural du flanc aval de la dalle, etc.),
- les méthodes de réalisation du trottoir aval couplé à une bordure chasse-roue,
- les mesures et moyens que le candidat prévoit dans son offre pour sécuriser le chantier, et notamment les protections collectives qu'il envisage de mettre en œuvre contre les chutes de hauteur tout au long des phases d'exécution,
- Une présentation du Schéma Organisationnel du Plan Qualité (SOPAQ) comprenant :
 - Le schéma de l'organisation de la gestion de la qualité au sein de l'Entreprise comprenant notamment :
 - Les actions générales de gestion de la qualité (actions de formation à la gestion de la qualité dans et hors entreprise, fonctionnement de cercles de qualité...),
 - Un extrait du manuel qualité,
 - Éventuellement des rapports d'audit de son organisation de gestion de qualité.

Sous-critère « Planning prévisionnel de la réalisation de l'opération » - pondération 20 % :

Planning prévisionnel détaillé de réalisation des prestations (études, approvisionnements, travaux, essais, etc.) nécessaire au chantier, et respectant le délai d'exécution global du marché, la période de préparation, le délai d'exécution des travaux et le délai partiel mentionnés aux CCAP.

Ce planning devra comprendre une description aussi précise que possible du phasage des travaux envisagé pour respecter la contrainte d'une coupure de la RD286 en crête du barrage de 12 mois maximum.

Le critère valeur environnementale sera évalué et noté de 0 à 10 selon le barème ci-avant et sur la base du mémoire technique, justificatif et explicatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter avec notamment :

- Une note de compréhension du contexte environnemental du chantier et des enjeux associés ;
- Le détail des mesures et procédures que le candidat prévoit dans son offre pour la protection de l'environnement à chaque phase du chantier, avec notamment un focus attendu concernant la gestion des effluents pendant toute la durée des travaux permettant d'éviter toute pollution des eaux de la retenue du barrage de la Mouche et celles à l'aval du barrage ;

- Une note décrivant l'organisation que le candidat prévoit dans son offre pour la gestion des déchets de chantier, avec notamment :
 - La gestion des matériaux à évacuer et notamment ceux contenant des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
 - La gestion des feuilles de plomb à déposer et évacuer au droit des aqueducs sous-chaussée existants
 - La gestion des autres déchets de démolition avec la maximisation du taux d'utilisation des filières de recyclage ou de réemploi
- Une note décrivant les mesures que le candidat prévoit dans son offre en vue d'une optimisation du bilan GES/CO2 du chantier

Une appréciation moyenne sera faite à partir de l'ensemble des appréciations de synthèse décrites ci-dessus.

Chaque appréciation sera littérale au moyen des qualificatifs ci-dessous.

Cette appréciation sera ensuite convertie en note au moyen de la table de correspondance suivante :

Non renseigné : 0 / Très médiocre : 1 / Médiocre : 2 / Insuffisant : 3 / Passable : 4 / Moyen : 5 / Satisfaisant : 6 / Assez bon : 7 / Bon : 8 / Très bon : 9 / Excellent : 10

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Une note globale sur 10 sera ainsi déterminée par la formule : $(0,30 \times \text{note prix}) + (0,60 \times \text{Note technique}) + (0,10 \times \text{Note « Environnement »})$.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Le Pouvoir Adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour motifs d'intérêt général.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 meilleurs candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur prendra contact avec le candidat par courriel à l'adresse renseignée dans l'acte d'engagement, ce courriel est obligatoire pour toute négociation.

Le pouvoir adjudicateur qui, dans le cadre d'une procédure adaptée, décide de recourir à une négociation, peut librement choisir les candidats avec lesquels il souhaite négocier. Il fait le choix de négocier avec les 3 meilleurs candidats.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, se fait via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, selon les modalités de l'article 5.4 du présent règlement de la consultation.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nancy

5 place de la Carrière

CO N° 20038

54036 NANCY CEDEX CO N° 20038

Tél : 03 83 17 43 43

Télécopie : 03 83 17 43 50

Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr